

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

**Band:** 8 (1958)

**Heft:** 4

**Buchbesprechung:** Documents diplomatiques français (1871-1914)

**Autor:** Aguet, Jean-Pierre

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 17.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

auch gegenüber seinem zeitweise unerbittlichen Gesprächspartner, eine eigene Ansicht, unterstützte aber den Kurator und seine Universität, wo es nur immer anging. Einige von beiden Korrespondenten hier geäußerten Gedanken sind, zum Teil fast wörtlich, in Vischers Gelegenheitschriften übergegangen. Ganz besonders liebenswert erscheint Rauchenstein als geborener Gymnasiallehrer. Es ist von unnachahmlichem Reiz, wie er sich väterlich um seine Maturanden kümmert, mit unerschöpflicher Sympathie in jedem den guten Kern herausfinden will, für das persönliche Wohlergehen seiner Zöglinge sich einsetzt, die Begabten protegiert, sie dem Wohlwollen Vischers und der Basler Dozenten empfiehlt. Von der Echtheit seiner Gesinnung zeugt, daß ihm seine ehemaligen Schüler treu blieben, ihm über ihre Studien berichteten und auf seinen Rat hörten, was seinen Alterslohn ausmachte. Rauchenstein hat so der Basler Universität zu einer Zeit, da sie an empfindlichem Frequenzmangel litt, immer wieder Studenten zugeführt.

Der Rezensent, der sich leider mit diesen paar Andeutungen begnügen muß, stimmt in den Wunsch des Herausgebers ein, die vorgelegten Zeugnisse möchten die Nachlebenden anziehen, unterrichten und erfreuen.

*Basel*

*Edgar Bonjour*

*Documents diplomatiques français (1871—1914)*, publiés par la Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1914. Première série (1871—1900), t. XIV (4 janvier—30 décembre 1898). Paris, Imprimerie nationale, 1957. In-4°, 957 p.

1898: Fachoda, guerre hispano-américaine, «circulaire Mouravieff», chocs des impérialismes, mais aussi affaire Dreyfus: ainsi pourraient être résumés les points de repère essentiels de ce nouveau tome des *Documents diplomatiques français*, publié selon les méthodes rigoureuses bien connues de la commission responsable, qui signale au lecteur des lacunes de nature importante sur certains points, notamment sur la mission Marchand ou sur les répercussions de l'Affaire dans les pays étrangers, d'une Affaire dont on nous laisse entendre qu'elle exerça alors une importante influence sur la conduite de la politique extérieure française, sans nous donner cependant les moyens de s'en faire valablement une idée sur la base des quelques documents publiés à ce propos.

Faisons allusion d'abord aux questions «secondaires»: il est intéressant de noter la relative accalmie qui intervint dans les relations franco-allemandes. Paris paraît peu préoccupé par les actions d'un Kaiser qui balance entre un projet utopique d'alliance continentale contre la Grande-Bretagne et le souci de saper le protectorat religieux français dans le Levant en jouant de la laïcisation intérieure française contre sa position extérieure de «fille aînée de l'Eglise». Avec l'Italie, grâce à l'habileté de l'ambassadeur Barrère

et à la francophilie du marquis Visconti-Venosta, un accord commercial fut conclu. Brèche dans la Triplice? On se posa la question à Berlin et à Vienne.

Ce qui prima pourtant, ce fut la question des partages asiatiques et africains. En Extrême-Orient au moment où l'Allemagne obtient Kiao-Tchéou, la Russie, Port-Arthur, la France mit le gouvernement chinois au pied du mur dans l'affaire du chemin de fer du Yunnan et pour l'établissement d'une base en Chine du Sud. Outre ces préoccupations proprement «égoïstes», les ambassadeurs et représentants français surveillèrent le jeu des autres puissances, notamment le rôle grandissant du Japon, puissance devenue adulte, et engagé dans l'affaire de Oueï-Haï-Oueï. Mais ce fut le jeu anglais — *jingoïsme* pas mort! — qui, constamment, au cours de cette année, attira l'attention et suscita la réplique du Quai d'Orsay. La France se heurta aux Britanniques sur le Niger: l'affaire se termina par un accord sur les délimitations des frontières dans la zone du lac Tchad, harmonisant les prétentions commerciales des sujets de Sa Majesté avec les revendications territoriales françaises. La France, en revanche, assista de loin à la complexe partie diplomatique qui se jouait du côté du Mozambique, où les Anglais, tout en cherchant à enfermer le président Krüger dans son Transvaal, visaient à contrôler la fameuse Delagoa Bay contre les prétentions allemandes et avec l'accord portugais.

L'affaire essentielle est évidemment Fachoda, surtout depuis septembre 1898: la crise fut relativement courte, mais vive. Le 7 septembre, après son premier entretien avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne où cette question fut évoquée nettement, Delcassé présentait le capitaine Marchand et le sirdar Kitchener comme des défenseurs de la civilisation sur le Haut-Nil. C'était là se payer de mots, car les choses se gâtèrent, et il ne fut plus questions que d'intérêts et non de belles phrases. L'affaire est connue: relevons cependant l'importance du facteur abyssin, représenté par le négus Ménélik, aussi longtemps que les troubles intérieurs le laissèrent en mesure d'être un interlocuteur valable à l'appui de la thèse française, appui qui cessa, dès la fin de 1898, à la suite de pressions contradictoires anglaises et italiennes et de contestations internes à l'Abyssinie. Il faut noter aussi le jeu de Kitchener sur place, jeu politique, mais aussi de propagande tendant à faire de Marchand un personnage qui a été sauvé de l'extermination par les madhistes grâce aux Britanniques, jeu qui, semble-t-il, paya sur place sans influencer beaucoup le cours des négociations entre Londres et Paris. Intéressante est aussi la contestation, sorte de fondement juridique à la querelle, sur la déclaration Grey de 1895 et la protestation française qui suivit: interprétations contradictoires de ce geste de protestation, qui suscitent des discussions sèches, qui accroissent la tension. En bref, dans ces négociations ardues, toute l'habileté de Delcassé se fait jour, affrontant aussi bien les exigences du *Foreign Office* comme celles de l'opinion britannique sensibilisée aux conflits d'outre-mer et préparée à l'idée d'une guerre (la guerre sud-africaine n'éclatera-t-elle pas l'année suivante, approuvée par l'opinion

britannique?). La négociation se fit rapidement, l'on passa d'une formule de compromis à l'autre, pour s'arrêter finalement à un retrait de l'expédition française et à l'organisation d'une commission mixte qui déterminerait les limites des zones d'influence. Paris ordonna ce retrait, malgré les protestations douloureuses de Marchand, typique de l'officier qui a fait confiance aux civils et qui voit sa mission désavouée pour des motifs de haute politique qu'il a de la peine à comprendre ou à admettre, d'où le rappel à l'ordre très vif de Delcassé, en qui il avait mis toute sa confiance en 1895: «Le Gouvernement, seul juge, sous sa responsabilité devant le Parlement, des intérêts généraux de la France, estime qu'ils ne doivent pas être liés à l'occupation de ce point du Nil» (doc. 486). La retraite se fit par l'Abyssinie, avec l'aide anglaise pour des transports de matériel, mais Londres ne donna aucune suite immédiate aux ouvertures sur le plan politique que réalisait ce recul français: il faudra attendre 1904. Le retrait obtenu, la mission Marchand écartée, la situation redevenait fluide, la reconnaissance de fait suffisait pour le *Foreign Office*.

Autre conflit impérialiste: celui de Cuba. Face aux *Yankees*, les Européens paraissent déconcertés, prêts qu'ils sont à jouer des veilles armes diplomatiques, face à une puissance exceptionnellement dynamique et «moderne». Pourtant ils retrouvent une interprétation de la doctrine de Monroë qui a déjà joué, notamment contre le Mexique. Le conflit ne put être écarté, la cause espagnole cessa d'être réellement défendue face à un président, harcelé par son opinion publique et en conflit avec son Congrès, au moment où la Grande-Bretagne se rapprocha des Etats-Unis. Sur ce point, les rapports de l'ambassadeur Jules Cambon jettent une lumière crue: le diplomate, qui devait négocier, au nom de l'Espagne, l'armistice, se montre lucide en analysant cette crise fébrile d'un peuple jeune, aussi vite lassé de la guerre qu'il l'a ardemment souhaitée. D'autres rapports, venus de Londres, soulignent les inquiétudes qui priment lentement sur cet étrange «racisme» anglo-saxon de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, inquiétudes qui sont autant d'indices d'une prise de conscience de l'apparition d'un nouveau partenaire redoutable dans les eaux atlantiques et pacifiques.

Reste la question des propositions Mouravieff qui devait conduire à la Conférence de la Haye: les dépêches laissent nettement voir les fins intéressées poursuivies par la Russie en proposant des négociations sur la limitation des armements: on veut éviter le gonflement excessif des budgets militaires, éviter des dépenses improductives qui ne conduisent qu'à un nouveau rétablissement de l'équilibre des potentiels militaires. Pas d'objectifs idéalistes, ce qui excuse le scepticisme d'un Paul Cambon — alors à Constantinople — mais excuse moins l'usage de l'argument «classique» sur les industries de guerre: «Sans doute la paix armée impose à la France, à l'Allemagne, à l'Angleterre, de lourdes charges budgétaires; mais, en même temps, elle alimente chez elles de nombreuses usines de nature très diverses et fait vivre des milliers d'ouvriers. Arrêter, ou simplement restreindre les arme-

ments seraient — à moins de transitions très lentes et savamment ménagées — jeter sur le pavé des masses d'affamés qui réclameront avec énergie leur droit à la vie; ce serait donc, pour se libérer de la perspective d'une guerre extérieure, s'exposer à des guerres sociales intestines bien autrement terribles et ruineuses. Aucun gouvernement sensé ne peut favoriser l'avènement d'une telle atmosphère.» Un tel témoignage montre dans quelles dispositions les milieux diplomatiques accueillirent le projet du tzar: ils acceptèrent pourtant d'en discuter.

En conclusion, il apparaît que la diplomatie française, à cette date de 1898, est particulièrement modérée, moins impérialiste, ou plutôt autrement impérialiste que celles de Grande-Bretagne ou d'Allemagne, en ce sens que les revendications «terriennes» paraissent primer sur la conquête de gages commerciaux. Il y a incontestablement dans l'affaire de Fachoda un aspect de «baroud d'honneur»; pourtant la mission avait minutieusement été préparée politiquement et techniquement. La reculade intervint malgré la position forte affirmée par Marchand sur le Nil. Cet aspect «terrien» de la revendication française est visible aussi dans l'affaire du Tchad. L'opinion française se montre peu dans ces documents comme facteur de pression sur l'action diplomatique française: elle n'est jamais apparue beaucoup, elle apparaît là encore moins que précédemment, surtout par comparaison avec ses voisines britannique ou allemande. Le facteur de l'Affaire joua-t-il, sur ce point, un rôle? C'est ce que les quelques documents publiés ne laissent guère entrevoir. L'affaire de Fachoda fut grave: on parla de guerre, on envisagea des préparatifs, cependant, semble-t-il, plus comme mesures d'intimidation que pour d'autres fins. Pourtant le nationalisme français semble absorbé par quelque chose, ou bien ne parvient-il pas à se faire entendre jusqu'au bureau de Delcassé dont la modération permit d'éviter le conflit et d'amener finalement, à longue échéance, un rapprochement franco-britannique qui, en 1898, semblait difficilement prévisible sauf aux plus lucides des diplomates. Il apparaît en outre visible qu'il exista une différence de méthode politique entre Delcassé et son prédécesseur. Gabriel Hanoteaux, qui, dans l'affaire du Niger, aboutit à un accord en faisant clairement comprendre les conditions françaises, joua nettement la carte impérialiste dans l'affaire du Yunnan. Delcassé négocie plus précisément, plus finement, sans éclat avec l'ambassadeur britannique à Paris, moins avec son ambassadeur de Londres. Peu d'entretiens, mais une évolution de l'un à l'autre soigneusement préparée en tenant compte des situations de faits. En bref, ces textes apportent, comme ceux des publications antérieures, des éléments importants, voire inédits pour l'étude des grands problèmes posés dans une année critique pour la diplomatie française. A quoi s'ajoute le plaisir de prendre connaissance de telle ou telle dépêche rédigée de façon exemplaire et donnant dans certains cas des exposés lumineux d'une situation complexe ou de chocs de tendances.

*Lausanne*

*Jean-Pierre Aguet*